

Année 1934

N^o 30

POUR LE

Doctorat Vétérinaire

(Diplôme d'Etat)

PAR

Paul GELASSIN

Né le 18 Janvier 1895, à Fontaine-Ozillac (Charente-Inférieure)

Etude analytique et critique de la législation

et de l'organisation de l'inspection des viandes à la campagne jusqu'à
la loi du 7 juillet 1933

JURY { *Président* : M. TANON, Pr à la Faculté de Médecine.
 { *Assesseurs* { M. VERGE } professeurs à l'École Nationale
 { M. PANISSET } vétérinaire d'Alfort

B O R D E A U X

IMPRIMERIE J. BIÈRE

18, rue du Peugue, 18

1934

De l'inspection des tueries particulières
et des animaux
abattus sur place pour la consommation

ECOLE NATIONALE VETERINAIRE D'ALFORT

Année 1934

N° 30

THÈSE

POUR LE

Doctorat Vétérinaire (Diplôme d'Etat)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1934

PAR

GELASSIN Paul

Né le 18 Janvier 1895, à Fontaine-Ozillac (Charente-Inférieure)

De l'inspection des tueries particulières et des animaux abattus sur place pour la consommation

Etude analytique et critique de la législation
et de l'organisation de l'inspection des viandes à la campagne jusqu'à
la loi du 7 juillet 1933

JURY	{	Président	: M. TANON, Pr à la Faculté de Médecine.	{	professeurs à l'École Nationale vétérinaire d'Alfort
		Assesseurs	M. VERGE		
			M. PANISSET		

BORDEAUX

IMPRIMERIE J. BIÈRE

18, rue du Peugue, 18

1934

Personnel enseignant de l'École Vétérinaire d'Alfort

Directeurs honoraires : MM. P.-J. CADIOT et H. VALLÉE

Directeur : M. E. NICOLAS.

Professeurs honoraires : MM. G. BARRIER, Inspecteur général honoraire des Ecoles Vétérinaires, P.-J. CADIOT, H. VALLÉE

DECHAMBRE.

PROFESSEURS ET CHARGÉS DE COURS

	MM.
Anatomie descriptive des animaux domestiques .	BRESSOU
Physiologie, thérapeutique générale	MAIGNON
Physique et chimie médicales, toxicologie, pharmacie	NICOLAS
Parasitologie et maladies parasitaires, clinique; zoologie	HENRY;
Pathologie médicale des équidés et des carnassiers; clinique; séméiologie et propédeutique, jurisprudence	ROBIN
Pathologie chirurgicale des équidés et des carnassiers, clinique; anatomie chirurgicale, médecine opératoire et ferrure	COQUOT
Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire, clinique; médecine opératoire, obstétrique	LESBOUYRIES
Pathologie générale et microbiologie, maladies microbiennes et police sanitaire, clinique .	PANISSET
Histologie et embryologie, anatomie pathologique; autopsies	PETIT.
Zootchnie et économie rurale	LETARD
Agronomie, botanique et hygiène; matière médicale	SIMONNET.
Industrie et contrôle des produits d'origine animal.	VERGE.

PROFESSEUR AGRÉGÉ

N....

CHEF DE TRAVAUX AGRÉGÉ

M. SIMONNET.

CHEFS DE TRAVAUX

M. MONVOISIN;	VALADE
M. MOUSSU (R.)	BRION
BERTHELON	CARPENTIER

GORET

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation



AUX MIENS ET A MA FAMILLE

En témoignage de profonde tendresse et d'infinie gratitude.

A MON JURY DE THESE

ET EN PARTICULIER A M. LE PROFESSEUR VERGE

En témoignage de déférent respect et de reconnaissance.

A MON BEAU-FRERE

LE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE HALGAND

En remerciement de ses conseils.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550423_0065

AVANT-PROPOS

Lorsque, dans ses *Eléments d'Hippiatrie*, Claude Bourgelat, développait son programme, il entendait ouvrir, au savoir et à la science, des horizons nouveaux. Son but, était, surtout, de dégager l'art vétérinaire d'un fatras de données empiriques. Il voulait extirper, jusqu'à la racine, les préjugés, et faire savoir que les lumières, qu'exige le traitement des animaux, constituent une science et non pas un privilège accordé par hérédité ou prescience aux charlatans qui prétendent s'y livrer.

Certes, la science médicale vétérinaire a fait, depuis ce génial précurseur, de notables progrès.

Les bornes du savoir, auxquelles Bourgelat s'était arrêté, sur le chemin du progrès scientifique vétérinaire, s'estompent dans un lointain passé.

L'enseignement des écoles, qui se sont essaimées de par le monde, à l'appel de l'Ancêtre, s'est développé, suivant en cela les acquisitions professionnelles et les besoins sociaux.

L'art vétérinaire a rompu les barrières de la pathologie animale et l'une des fonctions sociales les plus intéressantes qui ont échoué aux praticiens est certainement à la campagne, l'inspection des tueries et des viandes abattues pour la consommation. Cette inspection est

partie intégrante de l'art vétérinaire parce que seuls les vétérinaires possèdent les connaissances, d'anatomie pathologique et d'anatomie descriptive qu'elle exige.

L'utilité de cette inspection n'a jamais été contestée. Les exploits et les scandales des bouchers marrons et des charognards, fournisseurs de viandes dites à saucisson ou à soldats, éclairent et éclaireront toujours sous leur véritable jour la nécessité très impérieuse d'une inspection fortement organisée.

La technique de cette inspection a été exposée par divers auteurs, tant en France qu'à l'étranger, dans des ouvrages maintenant classiques et d'une autorité indiscutée. Nous n'essaierons pas d'apporter, une quelconque contribution, à l'œuvre des maîtres de la science vétérinaire, sur ce point particulier.

Nos prétentions sont moindres : En butte, journellement, dans notre pratique campagnarde, avec les difficultés sérieuses d'une inspection efficace, nous voulons seulement, étudier les bases légales de la fonction d'inspecteur des viandes à la campagne, et exposer les inconvénients du système actuellement en vigueur, en indiquant ce qui, à nos yeux, constituerait un palliatif. La question n'a pas, à notre connaissance, été traitée dans son ensemble. Certes, les travaux de nos confrères, MM. Rennes, Moreau, Martel, Rousseau, Lhoste, Normand, etc... ont touché à la question qui nous intéresse, et nous y puiserons de fort nombreux documents, mais il ne se dégage pas de leurs œuvres un ensemble traitant, spécialement, de la difficulté d'application, et des modalités de l'inspection des viandes à la campagne. Sans doute, sous la pression des événements sommes-

nous à la veille de voir une organisation rationnelle et une généralisation de l'inspection des viandes en France. Les praticiens pourront, certes, participer de façon effective à ce service nouveau. Mais les pouvoirs publics sont encore hésitants et si le principe est admis l'application est sujette à controverse.

Nous espérons que le modeste travail qui suit, servira à situer le dilemme, à éclairer nos gouvernants, et qu'il contribuera pour une petite part à faire aboutir une juste revendication professionnelle, dans l'ordre de l'intérêt général bien compris. Ce à quoi tendent tous les efforts de la profession vétérinaire en général, et les nôtres en particulier.

I. — HISTORIQUE

Les origines de l'inspection des viandes se perdent dans la nuit des temps anciens. Chez les peuplades d'Egypte, de Phénicie, de Chaldée, d'Assyrie, de Judée, les préceptes d'inspection sont relatés dans le statut religieux qui est à la base de la législation sociale. Les sacrifices d'animaux sont soumis à certains rites, et certaines viandes sont réputées impures. Chez les Egyptiens comme chez les Juifs la viande de porc et la viande faisandée ne peuvent être consommées qu'avec certaines réserves. Au moyen âge, sous l'effet des jurandes et des corporations de métier, la profession de boucher se trouve soumise à de stricts règlements. Les chartes des communes, les ordonnances royales édictent des prescriptions sanitaires. Des quartiers de ville ou des rues entières sont assignés aux détaillants et étalagistes de la boucherie et de la charcuterie. Des corps spéciaux d'officiers de police, véritables inspecteurs, sont créés.

Mais les règlements, alors fort vagues, ne possèdent pour nous qu'un intérêt rétrospectif.

Les premières données touchant l'interdiction de vendre certaines viandes provenant d'animaux malades ne datent guère que de deux cents ans.

Nous sommes redevables au grand savant que fut Bouley, ancien inspecteur général des écoles vétérinaires, anatomiste et clinicien remarquable, savant illustré et de renommée mondiale, à qui la profession vétérinaire doit de nombreux travaux, d'avoir guidé le Comité consultatif des Epizooties, constitué en 1876, vers la rédaction d'un statut sanitaire légal.

La loi du 31 juillet 1881, élaborée par ce comité, et son règlement exécutoire de 1882, sont en effet une œuvre qui porte la forte empreinte de la grande personnalité de Henri Bouley.

Cette loi renferme, en outre, des dispositions destinées à combattre la propagation des maladies dites contagieuses dans les espèces animales, d'autres dispositions touchant la vente ou mieux l'interdiction de la vente, pour la consommation humaine, de certaines viandes provenant d'animaux atteints de maladies graves ou d'affections susceptibles de se transmettre à l'espèce humaine.

Le caractère de cette mesure reste surtout une défense contre les épizooties, mais pour la première fois, il apparaît dans un texte de police sanitaire, un élément touchant la prophylaxie humaine.

Les lois et règlements, élaborés depuis cette date se sont tous inspirés de la loi du 31 juillet 1881.

Lois du 21 juin 1898 sur le Code rural, modifiées par les lois du 30 mai 1899, du 30 décembre 1903, du 14 janvier 1905, du 12 janvier 1909. Ensemble qui constitue le fond de notre législation sanitaire avec la loi sur la tuberculose actuellement en discussion au Parlement. L'inspection des viandes a son texte constitutif dans la loi du 5 avril 1884. Cette loi, complétée par la

loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes et la détention des produits alimentaires altérés ainsi que sur la vente de ces produits, constitue la charte de l'inspection des viandes et la base juridique de notre étude. Certes, cette charte est incomplète, de nombreux projets de lois (Vaillant, A. Rendu, Bellamy, etc...) de nombreuses discussions au sein des associations professionnelles vétérinaires, de nombreux projets et rapports ont cherché à modifier cette législation, qui manque par trop d'unité, et qui présente trop peu de moyens effectifs d'exécution. D'éminents spécialistes vétérinaires ont donné leurs points de vue (Moreau, Bouchet, Rousseau, Rossignol, Mallet, Rennes, Lhoste, Normands etc...) Tous sont d'accord, qu'une refonte de cette législation s'impose; l'état actuel de l'inspection de viandes à la campagne, constituant par sa carence même, un grave danger qui menace la santé publique.

Le trafic clandestin des viandes insalubres et impropres à la consommation existe dans de trop nombreux départements et constitue un véritable scandale.

II. — LEGISLATION DE L'INSPECTION DES TUE- RIES ET CONTROLE SANITAIRE DES VIANDES ABATTUES SUR PLACE POUR LA CONSOMMA- TION.

A. Considérations d'ordre général.

Une tuerie est un établissement particulier destiné à l'abatage des animaux à destination de la boucherie et dont l'exploitant dispose seul, sans qu'il soit obligé d'y laisser abattre des animaux par aucune autre personne.

La loi du 19 décembre 1917 et le décret du 30 décembre 1919 ont rangé les tueries dans les *Etablissements insalubres*. Suivant la population des agglomérations où sont situées ces tueries, elles sont classées de première classe dans les villes au-dessus de 2.000 habitants, de deuxième classe au-dessous de ce chiffre, et enfin de troisième classe si elles sont édifiées loin de tout autre édifice ou de toute agglomération.

Leur édification donne lieu à des conditions générales d'autorisation d'abord, d'installation et de fonctionnement ensuite.

Ces diverses conditions sont situées par le décret du 17 décembre 1918. Une enquête, *commodo et incommodo* est préalablement effectuée dans la commune où

doit être édiflée la tuerie, puis le commissaire enquêteur ayant donné un avis favorable, le préfet du département donne l'autorisation après l'avis du Conseil départemental d'hygiène et sur décision de la commission d'arrondissement de ce Conseil.

Il existe à l'édification des tueries particulières, des restrictions nettement situées dans la loi organique du 8 janvier 1905, qui dit expressément, que, lorsqu'il existe dans une commune donnée, un abattoir public, les tueries particulières doivent *ipso facto* disparaître sans délai, dans un périmètre déterminé par l'arrêté préfectoral, pris à cet effet. Ce périmètre est au moins égal au territoire de la commune et il peut s'étendre à a totalité ou partie des territoires des communes voisines.

Les conditions d'installation et de fonctionnement des tueries sont énoncées dans un cahier des charges; le sollicitant doit s'y conformer sous peine des sanctions édictées.

Ce cahier des charges est remis au sollicitant par l'autorité préfectorale.

L'installation des tueries est soumise aux règles générales visant les établissements réputés insalubres, quant à l'évacuation des eaux résiduaires, l'épandage de ces eaux, quant aux fumiers et détritns provenant des animaux abattus.

La construction de l'édifice, le revêtement imperméable du sol de la tuerie, et des parois jusqu'à 1 mètre 50 de hauteur, la disposition générale des locaux font l'objet de sévères dispositions.

Le fonctionnement de la tuerie est réglé par certaines dispositions énoncées dans les lois et règlements. Le cahier des charges relate les dispositions relatives aux données générales d'hygiène et d'entretien.

La circulaire ministérielle du 14 mai 1917 en son paragraphe IV rappelle l'impérieuse nécessité de placer toutes les tueries sous la surveillance d'un vétérinaire nommé et mandaté à cet effet. Malheureusement une circulaire ministérielle n'a pas force de loi.

Certes la loi du 5 avril 1884 a fait, aux maires, une *obligation morale*, d'organiser l'inspection de salubrité des viandes destinées à la consommation publique.

Mais les maires se heurtent, souvent, à de telles difficultés volontaires ou involontaires d'exécution, que cette inspection est dans de nombreuses localités, fort *incomplète*, lorsqu'elle n'est pas *absolument inexistante*. De plus, les dépenses inhérentes à l'organisation du service d'inspection sont laissées au bon ou au mauvais vouloir des municipalités et à la diligence de la haute administration.

En effet, si les lois du 8 janvier 1905 et du 8 janvier 1921, autorisent la perception de taxes sur les animaux abattus dans les tueries, la loi du 8 avril 1910, qui n'a jamais été abrogée ou modifiée, dispose qu'*aucune affectation spéciale* des produits des taxes ne peut être imposé aux communes

Il en suit que l'inspection des animaux abattus dans les tueries *est facultatif, en ce qui concerne la salubrité des viandes en provenant*.

Quant à l'inspection des animaux abattus sur place, en dehors des tueries, aucune loi, décret ou règlement, n'a, jusqu'alors, prévu de cas particulier. Aussi, est-ce dans certaines tueries clandestines que vont les animaux que des gens fort peu scrupuleux ont intérêt à soustraire à l'inspection sanitaire.

C'est là que, nuitamment même, se pratique la répréhensible industrie des « charognards ».

L'inspection de ces tueries est en France le plus souvent inexistante, car les charognards n'ont pas d'étal, ils ne paient pas patente de boucher, et *vis-à-vis des diverses administrations ils sont inexistantes*. Leur déplorable industrie cause un tort considérable aux bouchers honnêtes, ayant pignon et étal sur rue et qui sont astreints à un contrôle sévère.

Il convient d'affirmer dès le début de ce travail que les tueries qui abritent les charognards devraient être supprimées, charognards et tueries sont connus par les praticiens vétérinaires, et il importe que l'opinion publique sache que la profession vétérinaire demande fermement la fin d'un état de chose qui n'a que trop duré !

Pour parvenir à une inspection enfin efficace, il y aurait en outre, plusieurs solutions à envisager :

D'abord une refonte des textes législatifs. — La loi du 5 avril 1884 est, ainsi que nous l'avons déjà exposé, fort incomplète.

La loi du 21 juin 1898 qui la supplée, impose en son article 63, l'inspection sanitaire des animaux abattus au point de vue *maladies contagieuses*, mais elle est muette en ce qui touche la vente des viandes dites insalubres (cachexie, hydrohémie, fièvre, etc...).

Une législation nouvelle s'impose donc :

Cette législation pourrait agir de trois façons différentes, *soit :*

1^o Placer officiellement, l'installation, l'inspection, l'hygiène, le budget et le fonctionnement des tueries particulières sous la direction et le contrôle départementaux du préfet et du vétérinaire départemental.

2^o Respecter le principe de l'autorité des maires en

ce qui concerne la police sanitaire municipale, et éviter l'exagération de l'étatisme et de la centralisation à outrance, en éduquant maires et municipalités pour leur faire accepter et entrevoir les bénéfices de l'inspection volontaire (ce qui pour notre part, nous semble fort aléatoire).

3^o Instituer un service national d'inspection des viandes, comportant un budget spécial, alimenté par les taxes en vigueur, mais dont la destination serait modifiée, d'où et en corollaire, nécessité absolue de retoucher ou d'abroger les lois des 8 janvier 1905, 8 janvier 1921 et 12 juin 1898.

Il nous faut, dès à présent, situer que cette dernière solution nous semble seule susceptible d'entrer dans le domaine de la pratique, et nous nous en expliquerons dans la suite de notre exposé.

Le rôle de vétérinaire inspecteur des viandes à la campagne ressort de ce qui suit à un double point de vue :

a) Faire les constatations prévues par les lois sur la police sanitaire;

b) Inspecter les viandes destinées à la consommation et saisir celles d'entre ces viandes qui lui semblent être impropres à cette consommation.

Pour la bonne discussion de ce vaste sujet il nous semble indispensable (notre étude étant surtout une étude juridique), de reproduire dès à présent les différents textes sur lesquels s'appuie le vétérinaire inspecteur dans l'exercice de ses fonctions.

B. Lois, décrets et règlements

Nous situerons d'abord dans un ordre chronologique :

- La loi municipale du 5 avril 1884;
- la loi du 30 mars 1897 et le décret du 28 novembre 1911;
- la loi du 21 juin 1898 modifiant la loi du 21 juillet 1881;
- la loi du 8 janvier 1905;
- la loi du 8 janvier 1921;
- la loi du 19 décembre 1917;
- la loi du 8 avril 1910;
- le décret du 17 décembre 1918;
- la circulaire ministérielle du 14 mai 1917;
- le décret du 30 décembre 1919;
- la loi des finances du 13 juillet 1925 modifiée par l'article 57 de la loi du 4 avril 1926, sur l'augmentation de la taxe d'abatage.
- la loi du 8 janvier 1921 modifiée en 1927 sur la taxe d'inspection.

A la suite de ces lois et décrets, nous noterons :

- un modèle d'arrêté préfectoral concernant l'estampillage obligatoire des viandes destinées à la consommation et colportées;
- divers arrêtés préfectoraux visant le service d'inspection;
- un modèle-type d'arrêté municipal aux fins de nomination de vétérinaire inspecteur.

Nous ne pouvons, dans ce modeste cadre, détailler ces nombreuses références, notre confrère, M. Lhoste, directeur des abattoirs du Mans, docteur vétérinaire et docteur en droit l'a fait magistralement, avant nous,

dans un ouvrage intitulé, *Manuel de droit vétérinaire et de police sanitaire*.

Nous tirerons de ce manuel et de la thèse de doctorat de notre confrère, M. Normand, les textes et les documents qui nous semblent strictement indispensables à la bonne compréhension de notre étude critique de la législation actuellement en vigueur.

1^o *Lois sur la surveillance sanitaire.*

a) *Loi sur le Code rural.*

Art. 63. — Les communes dans lesquelles il existe des foires et marchés aux chevaux et aux bestiaux, des abattoirs ou des clos d'équarissage seront tenus de préposer, à leurs frais et sauf à se rembourser par l'établissement d'une taxe sur les animaux amenés, un ou plusieurs vétérinaires pour l'inspection des animaux qui y sont conduits.

b) *Décret du 6 octobre 1904.*

Art. 99. — Les abattoirs publics et les tueries particulières doivent être installés suivant les règles de l'hygiène et maintenus en bon état d'entretien.

Art. 101. — Lorsqu'une maladie contagieuse est constatée dans un abattoir public, dans une tuerie particulière... soit sur un animal vivant, soit après l'abatage, le maire de la commune d'où provient cet animal en est immédiatement informé par l'envoi d'un double du rapport rédigé par le vétérinaire préposé à la surveillance de l'établissement.

2^o *Lois sur l'inspection des viandes.*

a) Loi du 5 avril 1884.

Art. 91. — Le maire est chargé, sous la surveillance de l'administration supérieure de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'autorité supérieure qui y sont relatifs.

Art. 97. — La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publique. Elle comprend :

.....
5^o L'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids et à la mesure et sur la salubrité des comestibles exposés en vente.

Art. 99. — Les pouvoirs qui appartiennent au maire, en vertu de l'article 91, ne font pas d'obstacle au droit du préfet de prendre pour toutes les communes du département ou pour plusieurs d'entre elles, et dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes les mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté... publiques. Ce droit ne pourra être exercé par le préfet à l'égard d'une seule commune qu'après une mise en demeure du maire, restée sans résultat.

b) Loi du 8 janvier 1905.

Article premier. — Les communes possédant un abattoir public auront le droit de taxer au maximum à deux centimes par kilogramme de viande nette, les viandes de toute nature abattues dans l'établissement. Il pourra être perçu par ces communes une taxe d'un centime au maximum par kilogramme de viande nette sur les

viandes dites à la main ou foraines pour frais de visite ou de poinçonnage; mais en aucun cas cette taxe ne pourra dépasser celle résultant de l'application du paragraphe précédent.

Art. 5. — Dans les communes dépourvues d'un abattoir communal ou intercommunal, et dans les fractions de communes situées en dehors du périmètre fixé d'après l'article 2, une taxe d'un centime au plus par kilogramme de viande nette qui y sera abattue pourra être établie pour droit de visite et de poinçonnage.

La même taxe pourra être établie pour les viandes importées du dehors ou abattues hors de la commune.

Art. 8. — Les communes qui, conformément à l'article 6 du décret du 1^{er} août 1864 ont été régulièrement autorisées à percevoir un droit d'abatage supérieur à deux centimes, pourront continuer à percevoir ce droit dans les termes des décrets et autorisations.

c) Loi du 8 janvier 1921.

Article premier. — Le maximum prévu par l'article premier de la loi du 8 janvier 1905 est porté de 3 centimes à 5 centimes par kilogramme de viande nette.

Toutefois, ce maximum pourra, après approbation par le ministre de l'Intérieur, être temporairement porté à dix centimes, dans les villes dont la valeur du centime communal ne dépasse pas 2.000 francs, lorsque ce relèvement de taxe sera destiné à permettre la construction et la réédification d'abattoirs communaux.

Le maximum prévu par le même article pour frais de visite ou de poinçonnage des viandes dites à la main ou foraines, est porté de un centime à trois centimes par kilogramme de viande nette.

Art. 2. — La taxe prévue par l'article 5 de la loi du 8 janvier 1905, pour droit de visite est portée de un centime à trois centimes par kilogramme de viande nette.

d) Loi du 1^{er} août 1905.

Art. 3. — Seront punis des peines portées par l'article premier de la présente loi : ceux qui falsifieront les denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux... Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux... qu'ils sauront être falsifiés ou corrompues ou toxiques... Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ou si elle est toxique... l'emprisonnement devra être appliqué.

Il sera de 3 mois à 2 ans et l'amende de 500 francs à 10.000 francs.

Art. 4. — Seront punis d'une amende de 5p francs à 3.000 francs, et d'un emprisonnement de 6 jours au moins et de 3 mois au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement : ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans leurs magasins, boutiques, ateliers, maisons ou voitures, servant à leur commerce, ainsi que dans leurs entrepôts, abattoirs et leurs dépendances... des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux... qu'ils savaient être falsifiés, corrompus ou toxiques.

3^o *Modèle d'arrêté municipal.*

ARRETE

Le maire de la commune de...

Vu la loi du 5 avril 1884, article 97;

Vu la loi du 21 juin 1898, article 63;

Vu les lois des 8 janvier 1905 et du 8 janvier 1921;

Vu l'arrêté préfectoral en date du....

sur l'inspection des tueries et des viandes destinées à la consommation publique;

Vu l'arrêté municipal en date du.... portant organisation du service;

Vu la délibération du Conseil municipal fixant les taxes établies pour assurer son fonctionnement;

Vu le crédit inscrit à cet effet à l'article.... du budget
Arrête.....

Article premier. — Monsieur.... vétérinaire à.....
est nommé inspecteur des tueries et des viandes importées sur le territoire de la commune de..... Cette nomination est soumise à l'agrément de Monsieur le Préfet.

Art. 2. — Monsieur.... recevra une indemnité annuelle de..... francs.

Art. 3. — Monsieur.... est tenu de prêter serment avant d'entrer en fonctions, celles-ci sont définies par l'arrêté municipal constituant le service. Une copie lui en sera remise avec un exemplaire du présent arrêté.

Fait en la mairie de....., le....

Le Maire,

Lu et approuvé,

X....., le....

Le Préfet,

En conclusion de ce qui précède, disons dès à présent que la législation actuelle doit faire place à :

- 1^o La modification de la loi municipale de 1884;
- 2^o la suppression de l'abatage clandestin et des tueries particulières;
- 3^o la création d'abattoirs intercommunaux;
- 4^o la création d'un service d'Etat avec :
 - a) des surveillants spécialisés;
 - b) des vétérinaires faisant des tournées quotidiennes;
 - c) l'utilisation des taxes d'inspection uniquement pour le service d'inspection.

En autres termes, il conviendrait de s'inspirer des législations et réglementations allemande et alsacienne-lorraine que nous étudierons par la suite.

III. — L'ORGANISATION ET LA JURISPRUDENCE DE L'INSPECTION DES TUERIES PARTICULIE- RES ET DES VIANDES PROVENANT D'ANIMAUX ABATTUS SUR PLACE.

I. Le vétérinaire inspecteur.

a) *Généralités sur sa fonction.*

La grande diversité des lois, décrets, règlements, visant l'inspection des tueries fait que la tâche du vétérinaire est ardue et fort complexe.

La pratique de l'inspection est variable suivant les régions et quelquefois suivant les communes.

Laissée au bon vouloir et à l'interprétation des maires, cette inspection est parfois excellente, et parfois à peu près inexistante.

La corporation vétérinaire française est certainement à la hauteur de la tâche qui lui est dévolue et les déficiences dans l'application du contrôle des viandes destinées à la consommation, ne sauraient lui être imputées.

Le vice n'est pas dans le corps des agents d'exécution il est ailleurs; il consiste, en la trop grande multiplicité des tueries particulières, et dans la latitude, laissée à chaque propriétaire d'animal malade, de pouvoir clandestinement abattre ou faire abattre cet animal, de pouvoir non moins occultement vendre ou faire ven-

dre de la viande avariée ou tout au moins fort suspecte, par l'intermédiaire de bouchers sans scrupules.

Le vice est surtout dans l'insuffisance des crédits affectés au service d'inspection des viandes dans la plupart des communes rurales.

Ces crédits ne peuvent payer à un juste taux, les déplacements des vétérinaires et leur assurer une équitable rémunération de leur travail.

b) *Le mandat du vétérinaire inspecteur.*

Le vétérinaire inspecteur agit en tant que délégué du maire de la commune dans laquelle il est appelé à exercer ses fonctions.

En tant que nanti de cette délégation, le vétérinaire est un salarié, nous dirons même : *un fonctionnaire municipal.*

La question ainsi solutionnée a fait l'objet de longues controverses, longtemps on a voulu différencier le service d'inspection des viandes dans les abattoirs et le service d'inspection des viandes dans les tueries particulières.

La jurisprudence a fixé, à la suite d'un arrêt de la Cour de cassation en date du 7 décembre 1904, l'interprétation du terme « abattoirs » qui figure dans la Code rural.

De cette interprétation il suit que le terme vise à la fois les abattoirs publics et les abattoirs privés ou tueries. Il suit que les tueries doivent être, au point de vue de la police sanitaire, placées sous la surveillance permanente d'un vétérinaire sanitaire.

Bien que cette prescription et que cette interprétation

soient restrictives et ne visent que la surveillance de police sanitaire, en pratique, cette surveillance a comme complément, l'inspection des viandes.

Les deux surveillances se confondent et tout ce qui a trait dans les lois, décrets et règlements à la police sanitaire des tueries s'applique à l'inspection des animaux qui y sont abattus, en vue de la consommation et des viandes en provenant. L'inspection sanitaire des tueries est dans chaque commune une obligation visée par certaines dispositions de la loi du 27 juin 1898 (art. 31, 32, 43, 69),

La loi du 5 avril 1884, dispose en outre que le maire est chargé de la police municipale en ce qui concerne « l'Inspection sur la salubrité des comestibles exposés en vente ».

Rien n'oblige le maire à organiser cette inspection ou à déléguer une tierce personne pour ce faire. S'il le fait, c'est par une obligation toute morale et pour se décharger sur un tiers qualifié à ce titre, d'une responsabilité ennuyeuse, et pour éviter les doléances de ses administrés.

Nous avons dit que le vétérinaire inspecteur était un fonctionnaire municipal, l'article 88 de la loi du 5 avril 1884 sur le recrutement et la nomination des employés municipaux lui est à ce titre applicable.

Art. 88. — Le maire nomme à tous les emplois communaux pour lesquels les lois, décrets et ordonnances actuellement en vigueur ne fixent pas un droit spécial de nomination. Il suspend et révoque le titulaire de ces emplois. Il peut faire assermenter et commissionner les agents nommés par lui, mais à la condition qu'ils soient agréés par le préfet ou le sous-préfet,

L'interprétation de ce texte est limitative.

Le vétérinaire inspecteur sera nommé et révoqué par le maire. Les fonctions sont celles d'un employé communal.

Toutefois, même non assermenté, l'inspecteur vétérinaire étant doublé d'un agent sanitaire, sa nomination à ce titre est soumise à l'acquiescement du préfet (loi du 30 décembre 1903, article 26 et décret du 9 juin 1913, art. 10). La révocation de l'inspecteur vétérinaire a suscité de nombreux litiges judiciaires et autres. Tant que le statut légal des employés communaux sera aussi imprécis qu'il l'est actuellement, le problème restera de solution indécise.

Toutefois, en l'état actuel de la jurisprudence, il semble que tout employé communal révoqué de façon arbitraire, a droit à une juste indemnité pour cause de résiliation abusive de contrat (arrêt du Conseil d'Etat, en date du 15 février 1907).

L'employé communal révoqué a le droit de provoquer l'annulation de cette mesure si son dossier ne lui a pas été communiqué (art. 65 de la loi du 22 avril 1905; arrêt du Conseil d'Etat en date du 20 juin 1913 (loi du 23 octobre 1919).

Le mandat du vétérinaire inspecteur fait l'objet de dispositions qui sont contenues dans l'organisation du service. En acceptant le poste dont il est chargé le vétérinaire inspecteur accepte tacitement les obligations de ce mandat.

Nous devons dire que dans nombre de communes, les obligations sont pratiquement irréalisables, et ne sont pas observées au grand détriment de l'inspection elle-même.

c) *Les devoirs du vétérinaire inspecteur.*

Le premier devoir du vétérinaire inspecteur est d'être d'une compétence scientifique indiscutable en ce qui concerne la technique de l'inspection des viandes.

Tout se passerait le plus correctement du monde si le vétérinaire n'était pas dans l'obligation d'opérer des saisies de viandes provenant de la totalité ou d'une partie d'animaux comme impropres à la consommation.

Il arrive souvent que ces saisies donnent lieu à conflit avec l'assujetti au contrôle.

Dans les villes, les bouchers obligés de se soumettre à des règlements d'abattoir ne discutent pas le rôle de l'inspecteur, mais à la campagne, ils sont peu disposés à accepter une surveillance qu'ils jugent oiseuse et inopérante.

Toutefois, ceci ne devant pas être un motif à faiblesse, l'inspection devrait être aussi complète en campagne qu'en ville, bien qu'il y ait, ne le cachons pas, de grandes difficultés d'exécution.

Le second devoir du vétérinaire inspecteur est de remplir les engagements auxquels il a soustrait en acceptant le mandat qui lui a été confié par le maire.

Les visites du vétérinaire inspecteur gagnent à se faire de façon inopinée les jours d'abatage.

Ces visites sont de nombre et de fréquence variables suivant les termes même du mandat.

Le troisième devoir de l'inspecteur vétérinaire est de se conformer aux lois en vigueur, s'il lui arrive lors de ses visites d'inspection de découvrir un animal atteint d'une des maladies contagieuses prévues par la loi.

Dans ce cas, il doit immédiatement faire procès-verbal de sa constatation sur le registre *ad hoc* qui se trouve dans chaque mairie, après avoir retiré la viande provenant de l'animal malade, de la consommation.

Cette viande doit être d'ailleurs dénaturée, conformément aux circulaires ministérielles du 27 juillet 1897 et du 4 juillet 1905.

Dans les autres cas de saisie, à défaut d'une réglementation des motifs de saisie, toujours attendue par le corps professionnel vétérinaire et jamais réalisée, parce que trop difficile et sujette à discussions, le vétérinaire inspecteur doit agir avec science et fermeté, sans oublier que l'assujetti a toujours le droit de faire procéder à contre-expertise.

Ces contre-expertises tournent quelquefois à la confusion du vétérinaire inspecteur et ceci tient surtout à ce que l'expert ne possède, ni la même méthode, ni la même formation technique, ni la même notion de la déontologie que l'inspecteur.

d) *Les droits du vétérinaire inspecteur.*

Le vétérinaire inspecteur, comme tout salarié, a le droit d'obtenir de son mandataire une juste rétribution de son travail et de son déplacement. Malheureusement, dans la plupart des cas, il n'en est pas ainsi.

Le service d'inspection, vu le petit nombre des animaux abattus dans les petites communes, et le faible rendement de la taxe d'inspection, est fort mal rétribué.

Cette question de rétribution est la pierre d'achoppement de tout le service d'inspection, questions fort embarrassante et d'ailleurs insoluble, tant que la loi

Goblet placera toutes les questions de police de l'hygiène et de la prophylaxie communales sous la seule compétence des magistrats municipaux d'ailleurs fort jaloux de ce privilège !

Tenant son mandat de l'administration municipale, le vétérinaire inspecteur a le droit de recourir à cette autorité chaque fois qu'il est troublé dans l'exercice de ses fonctions, chaque fois qu'il se présente une difficulté pouvant avoir des suites judiciaires ou autres. Dans ce cas particulier, il appartient au maire de prendre les lieu et place de son employé municipal.

e) *La responsabilité du vétérinaire inspecteur.*

Toute fleur a son parfum, toute médaille son revers, et tout emploi ses avantages et ses inconvénients. Les inconvénients de la fonction de vétérinaire inspecteur sont nombreux à la campagne. Le praticien est appelé très souvent à servir de tiers arbitre entre le boucher qui récrimine et le client, propriétaire et vendeur de l'animal, qui trouve toujours que la saisie est trop sévère, voire injustifiée.

La conscience professionnelle, la rectitude du jugement, permettent de triompher de ces difficultés inhérentes à l'exercice même de la profession.

En dehors de ces légers ennuis la responsabilité du vétérinaire inspecteur est double.

Vis-à-vis de l'administration centrale et départementale comme vis-à-vis de l'administration communale, l'inspecteur vétérinaire, agissant à titre sanitaire, voit sa responsabilité définie par les lois et règlements.

Relativement aux consommateurs de viande, la responsabilité de l'inspecteur est grande, l'estampille, dont il orne la viande, constitue une garantie que cette denrée est comestible et non susceptible de déterminer chez le consommateur tous troubles d'intoxication alimentaire ou toutes maladies transmissibles des animaux à l'homme.

Le public d'abord, les municipalités ensuite, ont toujours tendance, lorsqu'il se présente des cas d'intoxication alimentaire d'origine carnée, à incriminer et à inculper le service d'inspection. Si, dans des circonstances très rares, une faute lourde a pu être imputée à l'un de nos confrères, il convient de dire hautement que dans la plupart des cas, il s'agit d'accidents provoqués par des animaux sacrifiés clandestinement et dont la viande a été introduite à l'étal par le boucher charognard ou des complices. Cette viande détaillée en petits morceaux est mélangée avec des morceaux provenant de viande saine et qui le plus souvent ont été estampillés. Il arrive que l'endroit d'où provient la viande toxique ne peut être découvert et que l'inspecteur est accusé, voire condamné, à tort.

Ces cas, malheureusement assez fréquents, causent à l'Inspection et au Corps professionnel un tort considérable, même s'il advient des non-lieux. Tout ceci serait d'ailleurs impossible si l'inspection était généralisée et efficace à la campagne. La responsabilité de l'inspecteur ne peut être invoquée qu'en cas de faute dûment constatée, et dont la preuve incombe au demandeur.

Cette responsabilité peut être civile et pénale. La juridiction administrative comme la juridiction de

droit commun peuvent être appelées à en connaître.

Il importe donc que les fonctions d'inspecteur des viandes soient exercées avec compétence et scrupule, afin que l'opinion publique ne considère pas, à l'instar de l'arrêt de la Cour de Nancy du 21 janvier 1928, que « le contrôle du service vétérinaire d'inspection des viandes est trop souvent désarmé ou déficient, quand il n'est pas complaisant ». Cet arrêt de Cour a très certainement inspiré la circulaire ministérielle en date du 16 mars 1928. (Circulaire d'inspiration regrettable et c'est le moins que l'on en puisse dire !)

II Le préposé-marqueur.

a) Considérations générales.

Est-il possible dans le domaine de l'hygiène publique d'obtenir une perfection que d'aucuns jugent irréalisable ?

Notre système actuel d'inspection à la campagne repose en grande partie sur la compétence toute relative du préposé-marqueur.

La vérification de la salubrité des viandes destinées à la consommation par le « garde champêtre » que l'on a irrévérencieusement qualifié de « vétérinaire malgré lui » prête à de fortes critiques. Ce modeste gardien de la santé publique ignore le plus souvent l'A. B. C. du métier qu'il est appelé à exercer, et lorsqu'il oublie volontairement d'appeler le vétérinaire à son secours, il peut s'en suivre les pires catastrophes !

L'inspecteur doit s'efforcer de donner à son adjoint le plus d'autorité possible en l'éduquant fortement et

en faisant avec lui des visites de tueries le plus fréquemment possible.

Dans ces visites il situera les principales lésions entraînant la non-consommation de la viande. Il rappellera au préposé que son action est surtout une action de police : s'opposer à la vente de toute viande qui ne lui semblera pas absolument saine, et dans tous les cas douteux faire appel immédiatement à l'autorité et à la compétence de l'inspecteur.

Le préposé doit en outre veiller à l'exactitude des déclarations d'abatage et en tenir registre.

b) *Mandat, droits, devoirs et responsabilité
du préposé-marqueur.*

Le préposé-marqueur est au même titre que le vétérinaire inspecteur un employé municipal.

Son rôle est défini dans le mandat qu'il détient de l'administration municipale, il a l'obligation d'assurer le service d'inspection en suppléant l'inspecteur et dans les limites que lui assignent le mandat dont il est titulaire.

Ce mandat fait l'objet d'un arrêté approuvé par l'autorité préfectorale. Cette approbation est obligatoire et donne au mandat existence légale. Les droits et devoirs du préposé-marqueur sont énoncés dans l'arrêté de nomination.

Le préposé doit être honnête et consciencieux, il ne doit pas faire cause commune avec les bouchers pour faire échec à l'autorité de l'inspecteur, qu'il doit suppléer.

La responsabilité du préposé est faible, attendu

qu'il n'a pas à opérer de saisie, qu'il ne peut qu'en référer à l'inspecteur, qui seul a la possibilité de solutionner, si une viande donnée provenant d'un animal donné, est bonne ou non pour la consommation.

Cette responsabilité n'est engagée que s'il y a faute lourde ou inobservation des obligations du service.

III. L'administration municipale et l'inspection des viandes.

a) Considérations générales.

Dans un interview donné à M. Jean Botrot, rédacteur au *Journal* et reproduit par le *Journal* dans son édition du 7 février 1928, M. Leclainche, inspecteur général des services sanitaires au Ministère de l'agriculture, condamnait en ces termes la loi du président René Goblet, de 1884.

« Voilà une loi qu'il sera évidemment malaisé de faire disparaître. Bien des maires s'y attachent ou s'y accrochent avec désespoir, croyant que l'on veut les frustrer de leurs prérogatives. Là n'est pas notre intention. Mais j'ai pu constater que les maires ne sont pas assez libres dans leurs communes pour veiller salutairement (à la salubrité et à la fidélité du débit des comestibles mis en vente) comme le président Goblet en manifesta jadis le vœu. Les difficultés qu'ils rencontrent pour la surveillance des comestibles, ils les retrouvent lorsqu'il s'agit de faire respecter les lois sur l'hygiène publique. Bref, on peut exprimer qu'il serait prudent de les libérer de ces délicates obligations, et de s'en rapporter purement et simplement à l'autorité du pouvoir central ».

L'opinion de M. Leclainche sur la carence des maires dans l'organisation du service d'inspection des viandes dans les tueries particulières et à la campagne est partagée par la totalité des vétérinaires exerçant à la campagne.

Il est en effet des maires qui ont en leur commune des tueries, véritables lieux de pestilence et qui s'opposent à toute inspection.

Ainsi que le disait M. le député Ambroise Rendu dans le remarquable exposé des motifs de sa proposition de loi tendant à la création d'un office national alimentaire pour la surveillance de la viande et du lait, et de caisses d'assurances mutuelles contre la tuberculose bovine, proposition enregistrée à la Chambre des Députés sous le numéro 6514, annexée au procès-verbal de la séance du 13 novembre 1923 et qui renvoyée à la commission de l'agriculture, sous réserve de l'avis de la Commission de l'Hygiène, n'y a malheureusement pas été retenue.

« Le plus piquant de notre législation actuelle, c'est que les dangers de consommation de viande de mauvaise qualité augmente pour les habitants des environs des grandes villes à mesure que le contrôle fait à l'intérieur de ces villes perfectionne ses méthodes. D'innombrables tueries non surveillées existent en effet en France et tous les animaux dont la viande est douteuse et qui seraient refusés dans les villes bien surveillées, sont dirigés vers ces tueries particulières, d'où ils sont réexpédiés sous forme de morceaux détachés de viandes foraines ou de saucissons dans toutes les directions ».

D'autre part, et ici la politique entre en jeu, il arrive

souvent que le maire (par pure démagogie et parce que le boucher marron est un électeur influent dans la bourgade), affecte de croire à l'inutilité de l'inspection. Il appartient au vétérinaire par une amicale causerie et quelques exemples bien choisis, de faire comprendre au maire la lourde responsabilité qui lui incombe en persévérant dans son ignorant parti pris. En sus, le vétérinaire praticien se doit de tenir la direction des services départementaux vétérinaires au courant de la carence du maire où est située la tuerie incriminée. De son côté, le fonctionnaire départemental se doit en toute bonne déontologie et en toute bonne compréhension de la fonction qu'il assume, d'agir, de toute son autorité près du maire d'abord, près de l'autorité préfectorale ensuite afin d'obtenir une mise en demeure d'organiser le service d'inspection.

Dans les pays de l'Ouest, où certains empiriques abattent sans aucun contrôle les animaux atteints des affections les plus variées, la carence du service d'inspection est patente.

Dans les pays du centre : Lozère, Cantal, Haute-Loire, Lot, Corrèze, où le nombre des vétérinaires est très restreint, toute viande suspecte est expédiée sur Paris ou sur le littoral méditerranéen.

Le 21 mars 1922, le seul tribunal de Gourdon prononçait vingt condamnations pour trafic de viandes avariées dans l'arrondissement !

A l'heure actuelle et en résumé, l'inspection des viandes est exercée sévèrement dans les villes, et son efficacité est pratiquement nulle dans les tueries particulières et à la campagne, par suite des difficultés matérielles d'exécution, et de la carence d'un trop

grand nombre de mairies ainsi que de l'insuffisance des crédits.

b) *Devoirs et droits de l'administrateur municipal.*

Pour la bonne organisation de l'inspection des viandes à la campagne, les vétérinaires souhaitent une loi nouvelle, d'application aisée.

A l'heure actuelle, ainsi que nous l'avons exposé l'incohérence est totale !

Les devoirs des maires sont inexistants, en ce qui concerne le contrôle des denrées alimentaires et des viandes exposées en vue de la consommation sur le territoire de leur commune.

Ce point de vue du laisser faire et du laissez-passer est absolument inadmissible et ne s'appuie sur aucune base sérieuse.

Lorsque le maire consent, à faire assurer par un vétérinaire mandaté à cet effet, le service municipal d'inspection des tueries et des viandes exposées pour la consommation publique, le point de vue est tout autre.

Dans ce cas, le maire se doit de donner au vétérinaire un traitement en rapport avec les exigences du service, avec les connaissances techniques du vétérinaire, avec la responsabilité que celui-ci encourt, et avec les frais occasionnés pour la bonne marche du service.

Le vétérinaire inspecteur étant dans l'exercice de ses fonctions un fonctionnaire municipal (arrêt de la Cour de cassation en date du 5 décembre 1911, Conseil d'Etat, arrêt du 20 juin 1913);

Le maire se doit de protéger ce fonctionnaire contre

les outrages par paroles, gestes ou menaces à l'occasion ou dans l'exercice de ses fonctions (art. 224 du Code pénal).

Le vétérinaire étant appelé de par ses fonctions d'inspecteur à effectuer des saisies, le maire exigera qu'il soit assermenté afin qu'en cas de contestation de ces procès-verbaux de saisie, ceux-ci aient la valeur qui s'attache aux documents officiels; valeur supérieure à celle inhérente aux décisions prises en vertu du simple mandat de délégation de l'autorité municipale.

L'inspection des viandes étant en règle générale facilement acceptées par les bouchers honnêtes et fortement combattue par les autres, le maire de bonne foi, reconnaîtra facilement le désintéressement du vétérinaire et suivra les conseils dictés par la compétence et le souci de l'hygiène qui anime celui-ci.

IV. L'administration préfectorale et l'inspection des viandes.

a) Considérations générales.

La question de savoir si le vétérinaire inspecteur des tueries particulières est ou non placé sous l'autorité ou la surveillance de l'administration préfectorale est restée fort controversée jusqu'à la récente loi du 7 juillet 1933.

En tant qu'agent du service sanitaire, il est évident que le vétérinaire chef des services sanitaires départementaux, autrefois dénommé vétérinaire départemental, est en quelque sorte le chef hiérarchique du vétérinaire sanitaire. Mais en tant qu'employé commu-

nal il est évident que le vétérinaire inspecteur est en dehors de la surveillance préfectorale.

Rappelons ici le décret du 3 mai 1923 organisant les services vétérinaires départementaux.

Article 5. — Le directeur des services vétérinaires tient le ministre de l'Agriculture et le préfet au courant de tout ce qui concerne l'hygiène,... ainsi que de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale.

En ce qui concerne l'application des lois et règlements sur la police sanitaire, le directeur des services vétérinaires dirige et contrôle l'action des vétérinaires sanitaires et vétérinaires inspecteurs des foires et marchés, des abattoirs publics, privés et industriels et des ateliers d'équarissage.

En ce qui concerne l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale, il exerce un contrôle permanent sur le fonctionnement des services municipaux et propose au préfet les mesures nécessaires pour assurer l'application des lois et règlements relatifs à la salubrité et à la répression des fraudes dans le commerce de ces denrées.

Article 11. — Les vétérinaires inspecteurs des foires et marchés, des abattoirs et des ateliers d'équarissage sont placés sous l'autorité des inspecteurs généraux des services vétérinaires.

En sus et d'autre part, une circulaire ministérielle en date du 3 juin 1919, relative à la désignation des vétérinaires départementaux comme inspecteurs des établissements classés dit que « le vétérinaire départemental est évidemment qualifié pour le contrôle en ce qui concerne les abattoirs publics, les abattoirs industriels, et les tueries particulières comme établissements classés ».

La loi du 7 juillet 1933 place nettement le service d'inspection des viandes sous le contrôle technique du vétérinaire départemental, et les modalités de ce contrôle seront situées dans un règlement d'administration publique qui n'est pas encore paru.

*b) Rapports du vétérinaire inspecteur
avec l'administration préfectorale.*

Ainsi que nous l'avons dit dans le cours de cet exposé le vétérinaire inspecteur agissant en tant qu'agent sanitaire doit, conformément à l'article 101 du décret du 6 octobre 1904, faire déclaration de ses constatations, s'il lui arrive de découvrir une maladie contagieuse sur un animal dont il est appelé à visiter la viande.

Cette déclaration est faite sur un registre à souche existant dans chaque mairie, l'un des feuillets mobiles de ce carnet doit être expédié par les soins du maire à la préfecture (direction des Services vétérinaires).

Bien que ce ne soit pas obligatoire, le vétérinaire inspecteur doit tenir registre à souche des saisies effectuées pour toute cause autre que les maladies contagieuses. Il lui sera alors facile de répondre de façon nette aux demandes de renseignements que lui adresse en fin d'année le directeur des Services vétérinaires départementaux sur le fonctionnement du service d'inspection qui lui est confié. Tout porte d'ailleurs à penser qu'une réglementation, à cet effet, complètera fort heureusement d'ailleurs, la loi du 7 juillet 1933.

V. Les assujettis à l'inspection des viandes.

a) *Considérations générales.*

L'inspection des viandes est encore fort discutée à la campagne par de trop nombreux bouchers et charcutiers

Le vétérinaire inspecteur se doit d'agir avec prudence, calme et conciliation.

Il doit s'efforcer d'expliquer le motif de ses saisies et d'agir en toute occasion avec méthode.

Le commerce de la boucherie possède de puissantes associations qu'il convient d'éclairer et qui doivent nous aider dans la généralisation du service d'inspection et dans notre lutte contre les « charognards ». Ces associations dont les membres sont d'honnêtes artisans qui ont de gros frais généraux, qui paient de fortes taxes, voient d'un mauvais œil les « resquilleurs » qui ne paient pas ou peu d'impôts, qui n'ont pas de frais généraux et qui achètent à un taux défiant toute honnête concurrence les animaux étiques ou malades. Ces « fricoteurs » exercent leur profession en des tueries particulières non inspectées et s'en vont ensuite livrer dans les boucheries des environs des villes leur innommable marchandise.

Dans l'Ouest de la France, il est des régions entières où les empiriques abattent à domicile les animaux étiques, accidentés ou malades.

Le plus souvent la viande en provenant est livrée sur place à la consommation sans qu'elle ait été l'objet d'une inspection vétérinaire.

Il importe donc que le commerce et l'abatage des animaux dits « de casse, d'accident, de viande à saucissons ou de troupe » soient le plus prochainement

possible réglementés, ainsi que le colportage des viandes provenant de ces animaux.

b) *Droits et devoirs des assujettis à l'inspection.*

Le propriétaire d'une tuerie particulière doit accepter l'inspection du vétérinaire et du préposé-marqueur si cette inspection lui est imposée par le maire. Au cas de défaillance du maire la simple honnêteté lui fait un devoir de solliciter cette inspection tout au moins chaque fois qu'il abat un animal dont la viande lui semble douteuse.

Si l'assujetti discute une saisie pour un motif qui lui semble valable, il a le droit de provoquer une expertise amiable ou judiciaire. Toutefois dans l'expertise amiable le maire a le pouvoir de ne pas accepter la décision de cet expert bénévole et de s'opposer à la mise en vente de la viande incriminée.

Autant que faire se peut, le vétérinaire inspecteur provoquera la nomination au titre d'expert, du vétérinaire départemental, ou d'un vétérinaire directeur d'abattoir et dont la compétence en matière d'inspection des viandes est avérée. Les frais d'expertises amiable ou judiciaire sont à la charge de la partie qui succombe, à moins qu'il n'en soit au préalable autrement convenu. Il est fort souhaitable pour le corps des vétérinaires campagnards que la profession vétérinaire tout entière, alliée aux associations puissantes de bouchers et chevillards honnêtes, agisse puissamment et une fois pour toutes pour réduire à merci le « charognard », plaie de la boucherie, et ennui perpétuel du vétérinaire inspecteur de campagne.

c) *Les abalages sur place.*

La question qui nous préoccupe présentement, n'a jamais été abordée par personne, et cependant elle est de toute première importance pour le praticien exerçant à la campagne. Dans les pays de l'Ouest, là où fleurit l'empirisme, tout ce qui est malade se mange ! Les détracteurs de la profession vétérinaire qui font toujours échec à nos revendications professionnelles et qui entonnent la louange de l'empirisme sont d'une mauvaise foi absolue. Celui qui, comme notre beau-frère le docteur vétérinaire Halgand, a exercé pendant de longues années dans les régions à empiriques, et qui a su voir et entendre autour de lui, sait que dans les départements de Bretagne, de Basse-Normandie, de Vendée, des Deux-Sèvres, les pays du Maine et Anjou et du Perche, l'inspection des viandes à la campagne est absolument illusoire. Dans le pays Manceau existe le plus grand ravitaillement qui soit de viande à saucissons. Le pourcentage des bovins atteints de tuberculose y est supérieur à cinquante pour cent, mais comme les empiriques y sont par rapport aux vétérinaires dans la proportion de soixante pour un, et qu'une grande partie de ces empiriques sont bouchers et charcutiers, voire « charognards », il est inutile de discuter plus amplement ce que peut être l'inspection des viandes !

Dans le reste de la France, à part certains autres pays, tels que ceux déjà situés dans les régions du Centre, où les vétérinaires sont peu nombreux, les propriétaires d'animaux, et ceci est à leur louange, vu la

carence absolue en l'espèce des pouvoirs publics, pour lesquels en France, l'hygiène sociale est une question de politique, appellent et à leurs frais, le vétérinaire pour tout animal qu'ils destinent à la consommation.

Il s'agit là évidemment d'un bœuf, d'une vache ou d'un porc, engraisés par le propriétaire, et que tout porte à croire sains.

Il est d'ailleurs de droit établi, que le propriétaire d'un animal, en satisfaisant au préalable aux exigences du fisc, a le pouvoir d'abattre, de détailler, et de vendre le produit de son exploitation.

La question est différente lorsqu'il s'agit d'un animal malade. Les empiriques et le charognard n'appellent guère le vétérinaire pour contrôler la viande provenant de la vache, du bœuf ou du porc malades, qu'ils ont soigné ou abattu pour la consommation.

Sur une superficie égale à une dizaine de départements, la science médicale vétérinaire est tenue en échec, avec la mauvaise foi la plus absolue, et aux dépens de l'hygiène publique, par le charlatanisme, et l'ignorance. Les démagogues de la politique n'empêcheront pas qu'il y ait là une situation de fait qui ne peut se perpétuer !

VI. Les défauts de l'organisation actuelle.

a) Critique de la législation.

Il est inutile de revenir sur ce que nous avons déjà exposé. La législation actuelle de l'inspection des viandes à la campagne est absolument déficiente. Le statut

légai du vétérinaire inspecteur des tueries particulières et des viandes provenant d'animaux abattus sur place est inexistant.

Le grand maître de la science vétérinaire que fut Henri Bouley en est resté au stade du vétérinaire sanitaire. L'œuvre de Henri Bouley, dont il convient de ne pas méconnaître la puissance, et que de multiples disciples ont vulgarisée, a jugulé les formidables épizooties qui autrefois ravageaient les animaux de la ferme.

Le vétérinaire français avait fondé l'espoir que le puissant cerveau de M. Leclainche parachèverait l'œuvre de Henri Bouley. Des circonstances défavorables n'ont pas permis à M. Leclainche d'organiser l'inspection des viandes. Son œuvre reste inachevée. Il appartient à l'un de ses éventuels successeurs à la Direction des services vétérinaires, d'imposer aux pouvoirs publics, le vœu unanime des vétérinaires français, tous unis pour la défense de l'hygiène sociale, et de faire appliquer la loi récente visant l'inspection des viandes en France.

Tout est à faire, et l'édifice actuel, chancelant et branlant, est à mettre bas entièrement parce que ne répondant plus aux nécessités impérieuses de l'heure.

b) Critique de l'organisation et de l'exécution.

Il ne nous semble pas utile dans ce chapitre de nous répéter sur ce que nous avons très longuement exposé précédemment.

Toutefois en quelques mots, situons les défauts de l'inspection à la campagne.

Cette inspection est laissée au bon vouloir des maires en vertu des pouvoirs de police municipale qu'ils détiennent par la loi organique de 1884.

Tant, comme le disait M. Leclainche, que les maires ne seront pas « *libérés* » des délicates obligations que comporte cette loi, en faisant des maires des personnages omniscients en matière d'hygiène et de salubrité publiques, il n'y a évidemment rien à faire.

Il convient de porter amendement à cette loi, et de situer une fois pour toutes, que le magistrat communal, en matière d'hygiène et de salubrité publiques, est et reste d'une rare incompétence.

L'organisation du service d'inspection des viandes à la campagne étant déficient, il suit que l'exécution du mandat confié au praticien campagnard, est frappé, dès l'origine, d'une incohérence totale !

La mise aux enchères au rabais, ainsi que cela se pratique couramment, du poste de vétérinaire inspecteur, est absolument déplorable.

Prenons en sus l'exemple de tel docteur vétérinaire que nous connaissons bien, dont le rayon d'action s'étend sur quatre cantons et soixante communes, et qui, en même temps, à la même heure, devrait inspecter quinze tueries particulières ou abattoirs intercommunaux, dispersés sur un vaste territoire !

Comment prétendre après cet exemple succinct que le service puisse être sérieusement effectué et organisé ! Car il convient de remarquer que ce vétérinaire, auparavant d'être fonctionnaire dans quinze communes différentes, est un *médecin des animaux* ! et qu'il a sa clientèle à satisfaire !

VII. Etude de la législation et de l'inspection des viandes en Alsace-Lorraine et en Allemagne.

Nous devons à une lettre adressée à notre beau-frère, le docteur vétérinaire Halgand par M. Zündel, inspecteur général des Services vétérinaires en Alsace-Lorraine, les précisions qui suivent :

« L'organisation allemande de l'inspection des viandes, à part quelques Etats particuliers de l'Allemagne du Sud qui avaient un service d'inspection depuis le dernier quart du xix^e siècle, ne date que de 1900.

Elle est analogue à celle d'Alsace-Lorraine qui date de 1876, mais qui n'est elle-même qu'un rétablissement modernisé de l'ancienne organisation datant du moyen âge et supprimée par la Révolution.

Donc, en Alsace-Lorraine, la question de l'inspection des tueries particulières n'existe pas. L'obligation générale de soumettre tout animal dont la viande doit servir à la consommation à l'inspection par le service compétent, assure le contrôle qu'il s'agisse d'abattoir public, de tuerie particulière, ou d'animal abattu d'urgence sur place.

Il n'y a que la consommation familiale, qui est très étroitement définie dans la loi du 3 juin 1900, article 2, qui échappe à ce contrôle.

L'inspection des viandes, en pays recouvré, *est un service d'état*. L'autorité administrative (préfet, sous-préfet) y délimite les circonscriptions d'inspection, et nomme les inspecteurs (vétérinaires et préposés). Les maires, n'ont à ce sujet que le droit d'être entendus, (or entendre n'est pas écouter).

Les maires n'ont à intervenir dans le service que sur la demande des inspecteurs, en cas d'insoumission des bouchers ou pour des faits analogues.

En dehors de cette action de pure police municipale, les maires n'ont qu'à faire exécuter, sans les modifier, les décisions des inspecteurs relatives aux saisies, aux stérilisations, à la vente au bas étal, à l'envoi aux équarissages.

Chaque vétérinaire établi dans une localité, est, sauf indignité, de droit, inspecteur des viandes, mais si dans une localité donnée, il est plusieurs vétérinaires, il n'en est qu'un qui soit chargé de l'inspection. Le roulement entre vétérinaires n'est pas admis. Les vétérinaires qui ne sont pas inspecteurs des viandes dans leur résidence ont quand même la surveillance et la décision dans les cas réservés aux vétérinaires pour un groupe de districts ruraux.

Chaque arrondissement est à cet effet, partagé en autant de circonscriptions vétérinaires qu'il est de vétérinaires, dans l'arrondissement.

Dans les localités où il n'y a pas de vétérinaire, le service est assuré par des préposés assermentés :

Ces agents ont suivi un cours d'inspection de quatre semaines dans les abattoirs de Strasbourg, Metz ou Mulhouse et ont dû passer un examen devant une commission composée de l'Inspecteur général, président, d'un directeur d'abattoir (Strasbourg pour le Bas-Rhin, Mulhouse pour le Haut-Rhin, Metz pour la Moselle) et d'un vétérinaire d'arrondissement.

Les examens sont très sérieux et sont à renouveler tous les trois ans. Le préposé qui ne se présente pas à cet examen complémentaire est considéré comme démissionnaire.

Les inspecteurs vétérinaires et les préposés vérificateurs, ont un *règlement détaillé précisant les modes d'examen et les motifs de saisie*. Les fantaisies d'appréciation et de décision sont donc exclues. Le règlement limite en outre la compétence des préposés et les oblige à appeler l'inspecteur vétérinaire pour les cas qui ne sont pas de leur compétence. Le règlement prescrit enfin, le mode d'estampillage et les procédés de destruction ou de stérilisation des quartiers et organes saisis, les instances d'appel en cas de réclamation des bouchers contre la décision de l'inspecteur, savoir : l'appel contre la décision d'un préposé est réglé en dernier ressort par le vétérinaire chargé de l'inspection dans la circonscription.

Si c'est le vétérinaire inspecteur qui a pris la décision frappée d'appel, c'est le vétérinaire d'arrondissement qui juge en dernier ressort.

Si c'est un vétérinaire d'arrondissement, dont la décision est l'objet d'une réclamation, c'est au directeur des Services vétérinaires à juger en dernier ressort.

En plus du service d'inspection, les inspecteurs des viandes ont à assurer le contrôle des viandes foraines, le contrôle au point de vue propreté des locaux de vente, des resserres des bouchers et charcutiers. Ils ont en plus sous le rapport de la constatation des fraudes toutes les qualités reconnues aux agents du Service de la répression des fraudes.

Les préposés sont contrôlés (manière de servir, instruction, tenue des registres, etc), par le vétérinaire de la circonscription, celui-ci a également le droit de contrôler les vétérinaires inspecteurs, et l'ensemble du service est contrôlé par le Directeur des services.

Les droits et taxes d'inspection sont l'objet d'arrêtés préfectoraux identiques pour les trois départements, ils sont perçus à la tête du bétail abattu.

Lorsqu'il y a saisie, et mesure comportant arrêté, le vétérinaire inspecteur dresse une note au maire, indiquant les mesures à exécuter, et il est impossible au maire de se soustraire à cette obligation. Les préposés défaillants sont révoqués par l'autorité préfectorale.

Pour les vétérinaires défaillants, il y a d'abord la suspension temporaire, puis l'exclusion.

Ces sanctions tant pour les préposés que pour les vétérinaires inspecteurs sont prononcées par le Haut-gouvernement sur proposition du directeur des services.

Tel est le service dans les communes rurales. Dans le Bas-Rhin, à Strasbourg et à Haguenau, dans le Haut-Rhin, à Colmar et à Mulhouse, dans la Moselle, à Metz, le service d'inspection des viandes est assuré par des vétérinaires qui ne font pas de clientèle, assistés par des préposés.

Ces vétérinaires (3 à Strasbourg, 3 à Metz, 2 à Mulhouse, 1 à Haguenau, 1 à Colmar) et ces préposés, sont nommés par l'autorité administrative, (préfet pour Strasbourg, Metz et Colmar, sous-préfet pour Haguenau et Mulhouse)

Les municipalités n'ont pas à intervenir dans leur nomination, ni dans leur service qui, d'ailleurs, est analogue avec celui des autres communes. Toutefois les vétérinaires directeurs des abattoirs de Strasbourg, Metz et Mulhouse sont assimilés aux vétérinaires d'arrondissement et ont les compétences de ces fonctionnaires pour leur établissement.

VIII. Essai de législation et d'organisation nouvelles.

a) *Le rôle du législateur.*

Dans toute proposition de loi, il est un exposé des motifs. Nous pensons, dans ce qui précède, avoir convaincu le lecteur, que les motifs de trouver l'organisation actuelle de l'inspection des viandes à la campagne, comme devant être remplacée, sont absolument suffisants. C'est pourquoi nous ne nous étendrons pas sur le rôle du législateur.

Le jour où une grande majorité de députés et de sénateurs suffisamment éclairés auront compris ce qu'il convient de réaliser au plus vite, la cause sera entendue, jugée, et exécutée dans le plus rapide délai.

b) *Essai de législation.*

Les conceptions des différents maîtres de la science vétérinaire qui ont étudié la question concordent absolument. En ceci, la profession tout entière est unanime. Il convient d'abord de résumer dans une loi constituant un tout bien ordonné, l'ensemble de notre législation sanitaire. Cette loi nouvelle sur l'inspection des viandes devra organiser le service sur des bases uniformes et partout appliquées.

Une disposition est, en outre, absolument nécessaire qui enlèvera aux maires les pouvoirs de police municipale en ce qui concerne l'hygiène et la salubrité publiques visant l'inspection des denrées comestibles et l'inspection des viandes.

En sus, l'Etat est seul qualifié pour centraliser et percevoir toutes les recettes des taxes d'inspection et pour en

effectuer la répartition entre les départements et les communes afin d'assurer une juste rémunération des inspecteurs et des préposés chargés du service.

L'uniformisation indispensable, ne sera possible qu'à la condition qu'une direction unique et centrale ait la haute main sur tout le personnel. La création d'un service national de l'inspection des viandes demande un budget spécial, alimenté par le produit des taxes en vigueur, mais dont la destination serait au préalable modifiée. D'où la nécessité d'abroger ou de profondément amender les lois du 8 janvier 1905, des 8 janvier 1921 et 21 juin 1898.

Donc : Taxe d'inspection sanitaire perçue partout (abattoirs publics, industriels et particuliers), et au profit de l'Etat et non plus au profit des communes.

En sus les taxes prévues par les lois de 1905 et 1921 et modifiées depuis, seraient divisées en :

1^o Taxe d'inspection et d'estampillage à verser dans les caisses de l'Etat, et

2^o Taxe d'abatage au profit de la commune pour l'entretien et l'amortissement des abattoirs publics.

Pour compléter cette organisation, il convient de supprimer purement et simplement la plupart des tueries particulières en créant progressivement des abattoirs régionaux, ou mieux intercommunaux.

Il convient également, faisant de l'inspection un service d'Etat, de concevoir :

- a) des surveillants spécialisés;
- b) des vétérinaires inspecteurs faisant des tournées quotidiennes;
- c) l'utilisation des taxes comme il a été situé précédemment.

Il est évident que tout ceci ne peut être réalisé qu'avec beaucoup de prudence et de circonspection.

Mais le nombre des bouchers, dans la campagne, qui acceptent d'ores et déjà le principe des abattoirs intercommunaux et qui y trouvent beaucoup plus d'avantages que d'inconvénients est certainement plus grand que ne se l'imaginent les pouvoirs publics.

D'autre part c'est la seule façon d'arriver à supprimer les « charognards ».

A part les abatages d'urgence laissés à l'appréciation du seul vétérinaire inspecteur, et sous sa responsabilité, dans tous les autres cas, l'abatage à l'abattoir intercommunal devrait être une obligation frappée de sévères sanctions en cas de non observance.

Il n'y aurait aucun inconvénient à placer ces établissements sous l'autorité municipale du lieu. Car là où ils seraient édifiés, les maires ont depuis fort longtemps, dans la grande majorité des cas, institué un service d'inspection des viandes.

c) *Service d'état, sous la surveillance des maires
et de l'administration préfectorale.*

Les pages qui précèdent étaient déjà écrites le 7 juillet 1933, lorsque fut promulguée au *Bulletin officiel des lois*, « la Loi sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés, et sur le contrôle de la salubrité des viandes ».

Nous ne voyons rien à retrancher à ce qui précède, les raisons qui nous paraissaient valables précédemment à cette loi, restent à notre avis encore valables. Le titre II de la loi du 7 juillet 1933, article 10, expose

que la taxe de 0,03 par kilogramme de viande nette sera perçue au profit du Trésor pour frais de visite et de poinçonnage.

L'article 10 expose également que là où l'inspection ne sera pas organisée, il y sera pourvu par l'autorité préfectorale.

L'article 12 expose que l'exposition, la circulation, la vente et l'utilisation directe ou indirecte pour l'alimentation humaine des viandes fraîches ou frigorifiées, ne portant pas l'estampille de l'un des services visés par les articles précédents, est interdite.

En cas d'infraction à cette disposition, les viandes non estampillées seront confisquées et vendues pour la consommation ou livrées à l'équarissage, au profit de l'Etat, ou de la commune si la constatation a été faite par un agent du Service municipal de l'inspection.

L'article 13 spécifie qu'en aucun cas, la responsabilité pénale du propriétaire ne pourra être invoquée lors de l'abatage d'animaux malades ou accidentés, pratiqué en vue de la boucherie, lorsque cet abatage aura été effectué soit dans un abattoir ou une tuerie régulièrement inspectée, soit sous le contrôle d'un inspecteur vétérinaire agréé.

Nous n'entreprendrons pas ici la critique de cette loi nouvelle, laissant le temps et l'expérience accuser ses imperfections et ses avantages. Notons seulement qu'elle constitue un notable progrès en ce qui nous concerne particulièrement car dans son article 10, elle institue l'obligation de l'inspection généralisée des tueries particulières faisant une obligation à l'administration préfectorale d'y pourvoir là où les municipalités sont défaillantes, et elle ordonne la perception de la

taxe au profit de l'Etat et non plus des communes.

Dans son article 12, en interdisant la circulation, l'exposition et la vente, des viandes non estampillées, en prévoyant la confiscation et la vente au profit de l'Etat ou des communes, de ces viandes, sans préjudice de procès-verbaux et des sanctions, elle interdit de ce fait, les abatages à la campagne effectués hors de la surveillance de l'inspecteur vétérinaire.

En sus dans son article 10, la loi affirme que l'inspecteur vétérinaire ou son préposé sont seuls qualifiés pour l'inspection de salubrité des viandes destinées à l'alimentation humaine. Attendons qu'une réglementation d'administration publique précise et situe les modalités d'application de la loi et réjouissons-nous que conformément à notre Thèse, l'Inspection devienne enfin un service d'Etat placé à la fois sous la surveillance de l'Administration préfectorale représentant l'Etat, et sous l'autorité de la police municipale.

IV. CONCLUSIONS

L'exposé de l'inspection actuelle des tueries particulières et des viandes abattues à la campagne montre que :

l'importance de ce service considéré au point de vue hygiène et salubrité publique est de toute première importance.

Que la législation, l'organisation et l'exécution du service d'inspection se sont montrés jusqu'à présent absolument insuffisants en France.

Et qu'en corrélatrice, l'Inspection des viandes d'abord, puis la situation matérielle de l'inspecteur ne pourront être améliorées qu'en instituant une perception par l'Etat des taxes d'abatage et en supprimant la majeure partie des tueries clandestines par la création d'abattoirs intercommunaux.

Il convient de faire connaître, en outre, tant aux pouvoirs publics, qu'au public, qu'en tout ceci, la profession vétérinaire, dont le désintéressement est au-dessus de toute atteinte ne vise qu'à la protection de la santé, de l'hygiène et de la prophylaxie des consommateurs de viande.

Vu :

Le Doyen :

ROUSSY.

Vu :

Le président de la thèse :

TANON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLÉTY,

BIBLIOGRAPHIE

Bourgelat. — *Eléments d'hippiatrie*, 1750.

Normand (directeur des abattoirs de Tours, docteur vétérinaire).
— *Le rôle du vétérinaire inspecteur des abattoirs.*

Moulé (H.). — *Histoire de la médecine vétérinaire.*

Conte. — *Police sanitaire des animaux.*

Rossignol. — *Bulletins de la Société de vétérinaire pratique*,
Melun.

Revue générale de médecine vétérinaire.

Rennes (docteur vétérinaire, directeur des services vétérinaires de Seine-et-Oise). — *Traité de l'inspection des viandes de boucherie.*

Revue des abattoirs et d'hygiène alimentaire.

Moreau (D^r). — *L'Abattoir moderne.*

Lhoste (directeur des abattoirs du Mans, docteur vétérinaire, docteur en droit). — *Manuel de Droit vétérinaire et de police sanitaire.*

Galtier. — *Manuel d'inspection des abattoirs.*

Paulet. — *Précis de l'inspection des viandes.*

Eveil vétérinaire.

Bulletin vétérinaire.

Les services vétérinaires en Alsace-Lorraine. Lettre adressée par le docteur vétérinaire Zündel, inspecteur général, chef des services vétérinaires d'Alsace-Lorraine au docteur vétérinaire **Halgand**.

Loverdo. — *Les abattoirs publics.*

Chantemesse et Mosny. — *Traité d'hygiène*

Revue de la viande et du lait.

Recueil d'Alfort.

Presse vétérinaire.

Aureggio et D^r Moreau. — *Bulletin de la Société vétérinaire pratique.*

Laquerrière. — *Répertoire de police sanitaire.*

Rennes. — *Guide pratique de police sanitaire.*

Rendu (Ambroise), député. — Proposition de loi présentée sous le n^o 6514 à la Chambre des députés.

Halgand (docteur vétérinaire). — *Notes et aperçus personnels.*
Loi du 7 juillet 1933 sur le contrôle de la salubrité des viandes

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	1
I. Historique	2
II. La législation de l'inspection des tueries et du contrôle sanitaire des viandes abattues sur place pour la consommation	4
A. Considérations d'ordre général	6
B. Lois, décrets et règlements	18
III. L'organisation et la jurisprudence de l'inspection des tueries particulières et des viandes provenant d'animaux abattus sur place	25
1. <i>Le vétérinaire inspecteur</i>	25
a) Généralités sur sa fonction	25
b) Le mandat du vétérinaire inspecteur	26
c) Les devoirs du vétérinaire inspecteur	29
d) Les droits du vétérinaire inspecteur	30
e) La responsabilité du vétérinaire inspecteur	31
2. <i>Le préposé-marqueur</i>	33
a) Considérations générales	33
b) Mandat, droits, devoirs et responsabilité du préposé-marqueur	34
3. <i>L'Administration municipale et l'inspection des viandes</i> ...	35
a) Considérations générales	35
b) Devoirs et droits de l'administration municipale	38
4. <i>L'Administration préfectorale et l'inspection des viandes</i> ...	39
a) Considérations générales	39
b) Rapports du vétérinaire inspecteur avec l'administration préfectorale	41
5. <i>Les assujettis à l'inspection des viandes</i>	42
a) Considérations générales	42
b) Droits et devoirs des assujettis à l'inspection	43
c) Les abatages sur place	44
6. <i>Les défauts de l'organisation actuelle</i>	45
a) Critique de la législation	45
b) Critique de l'organisation et de l'exécution	46
7. <i>Etude de la législation et de l'inspection des viandes en Alsace-Lorraine et en Allemagne</i>	48

8. <i>Essais de législation et d'organisation nouvelle</i>	52
a) Le rôle du législateur.....	52
b) Essai de législation.....	52
c) Service d'Etat sous la surveillance des maires et de l'administration préfectorale.....	54
d) Réglementation et interprétation de la loi du 7 juillet 19.....	55
IV. Conclusions	57
V. Bibliographie	59

BORDEAUX. — Imp. J. BIÈRE, 18, rue du Peugue. — 1934.
